

L'assainissement non collectif

L'assainissement individuel



Que faut-il savoir?

Quelles sont mes obligations?

Pourquoi m'en préoccuper?

Epuration par le sol
Puits perdu
Fosse toutes eaux
Eau
Assainissement autonome
Filtre compact
Microstation
Règlementation
Puisard
Eaux usées
Filtre à sable
Pollution
Risques
Fosse septique
Filtre planté
Nappe phréatique

L'assainissement non collectif

Appelé aussi assainissement autonome, **l'assainissement non collectif (ANC)** désigne les dispositifs individuels de traitement des eaux domestiques. Les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau collectif de collecte des eaux usées (tout-à-l'égout) doivent traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel. On trouve généralement ce mode d'assainissement en milieu rural. L'ANC est reconnu comme une technique de traitement et d'élimination de la pollution à part entière au même titre que l'assainissement collectif.

Les systèmes d'ANC traitent deux types d'eau usée : les eaux grises (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...) et les eaux noires (eaux des toilettes). Les eaux pluviales en sont exclues, elles ne nécessitent pas de traitement et risqueraient de perturber le fonctionnement des équipements.

Ces eaux usées, très polluées, peuvent être source de nuisances environnementales et de risques sanitaires importants si les installations sont défectueuses, mal installées ou mal entretenues. L'installation est contrôlée régulièrement par **le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)** et peut faire l'objet, si nécessaire, de travaux de réhabilitation qui sont à la charge du propriétaire de même que l'entretien régulier.

4 à 5 millions de foyers français sont équipés d'une installation d'ANC, soit environ 20 % de la population. Défectueuses, ces installations peuvent présenter un danger immédiat pour l'environnement ou la santé publique.

Dans certaines zones, jusqu'à 80 % des installations seraient obsolètes et plus de 50 % dysfonctionneraient.

La réglementation

Depuis le 1er juillet 2012, une nouvelle réglementation s'applique pour les installations d'ANC : contrôles réguliers des installations et contrôle obligatoire lors d'une vente, obligation de mise en conformité par le propriétaire, avis lors de l'établissement du permis de construire... Ces contrôles sont effectués par les SPANC. Cette évolution réglementaire a permis de définir les caractéristiques des installations présentant un danger pour la santé des personnes et de mettre en place des zones à enjeu sanitaire (protection des zones de captage d'eau potable, des zones de baignade et d'activités nautiques et des zones de pêche).

L'assainissement non collectif reste sous la responsabilité de son propriétaire.

Les obligations de la collectivité

Les communes doivent établir un **zonage d'assainissement** :

■ Les secteurs **d'assainissement collectif** où elles doivent assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux usées.

■ Les secteurs relevant de **l'assainissement non collectif** en fonction de **l'aptitude des sols** définie en particulier à partir **des contraintes naturelles** et des **contraintes d'habitat**. Dans ces zones, les communes seront tenues, afin de protéger la santé publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et facultativement, leur entretien.

Qu'est-ce qu'un SPANC ?

C'est **le Service Public d'Assainissement Non Collectif**. Ces services sont créés par les communes ou les regroupements de communes pour contrôler et accompagner les propriétaires dans le bon fonctionnement de leurs installations. **Les SPANC** prennent contact avec l'usager pour que le contrôle de l'installation soit réalisé. Ensuite, un contrôle périodique est instauré. Chaque installation est contrôlée au minimum une fois tous les 10 ans. En cas de vente de l'habitation, le SPANC établit un document obligatoire de contrôle de l'installation. Le SPANC intervient également pour la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des travaux lors de l'installation d'un ANC (validation lors de l'instruction du permis de construire).

Les obligations des propriétaires et les aides financières à la réhabilitation

Le propriétaire doit assurer l'entretien et faire procéder à **la vidange périodique** par un professionnel agréé. Il doit permettre l'accès de sa propriété aux agents du SPANC, il doit s'acquitter de la redevance pour la réalisation du contrôle de l'installation et il doit procéder aux travaux prescrits le cas échéant. Des aides financières à la réhabilitation existent, elles sont soumises à conditions :

- Subvention de l'Agence de l'eau via le SPANC
- Aides sous conditions de ressources de l'ANAH www.anah.fr
- Eco-prêt à taux zéro www.territoires.gouv.fr
- Prêts de la CAF www.caf.fr ou des Caisses de retraite
- Taux réduit de TVA à 10 %, sous conditions



N'hésitez à prendre contact avec votre SPANC, il saura vous conseiller !

Fonctionnement de mon installation

Un contrôle périodique de votre installation est fixé par votre SPANC au minimum tous les 10 ans. Le technicien pourra vous conseiller sur la fréquence des vidanges et les interventions pouvant être nécessaires.

La ventilation

La collecte

Pré-traitement

Traitement
et évacuation
(infiltration
ou rejet)

Bac à graisse
(s'il existe)

Fosse toutes
eaux

Préfiltre

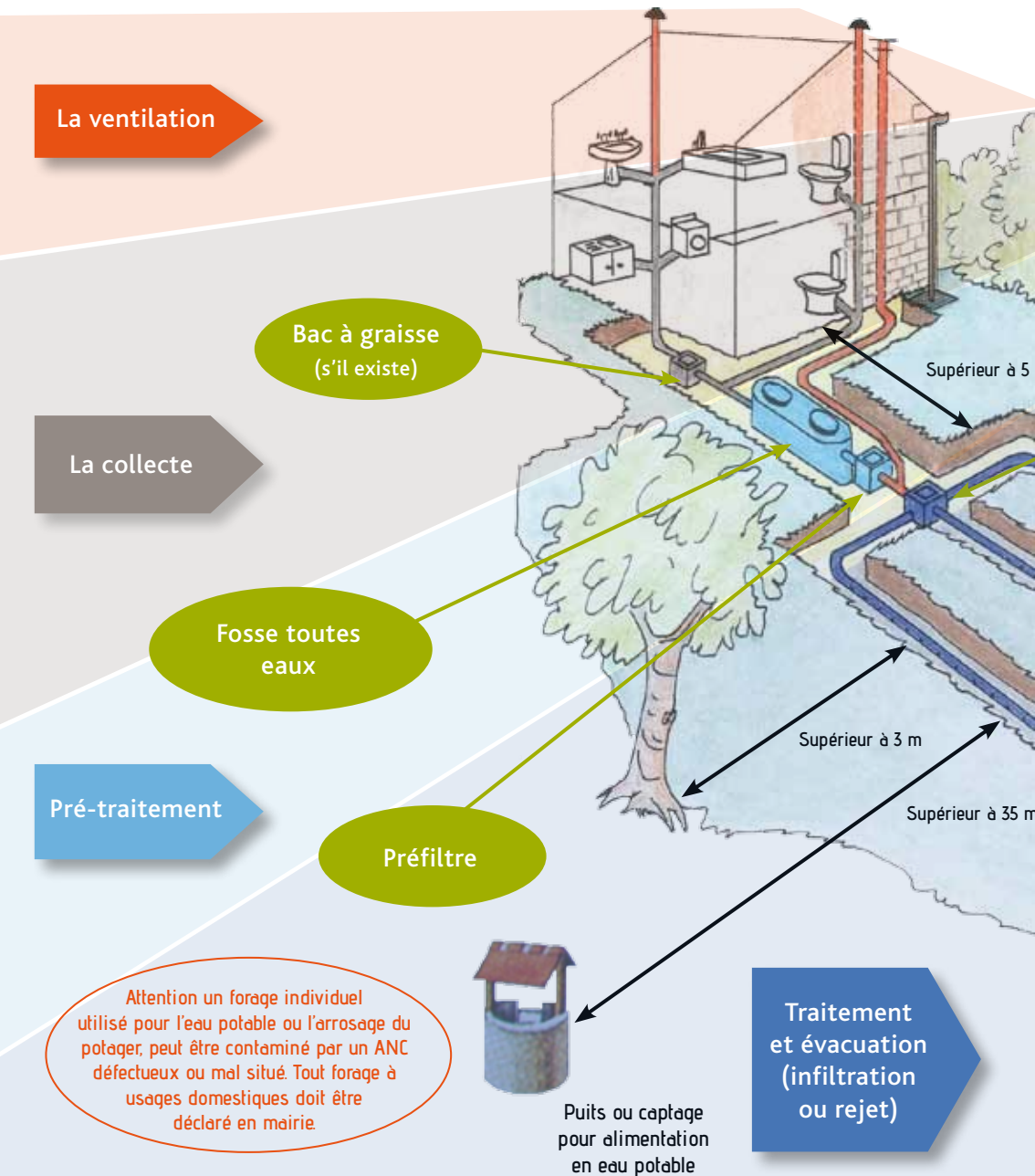
Attention un forage individuel
utilisé pour l'eau potable ou l'arrosage du
potager, peut être contaminé par un ANC
défectueux ou mal situé. Tout forage à
usages domestiques doit être
déclaré en mairie.

Puits ou captage
pour alimentation
en eau potable

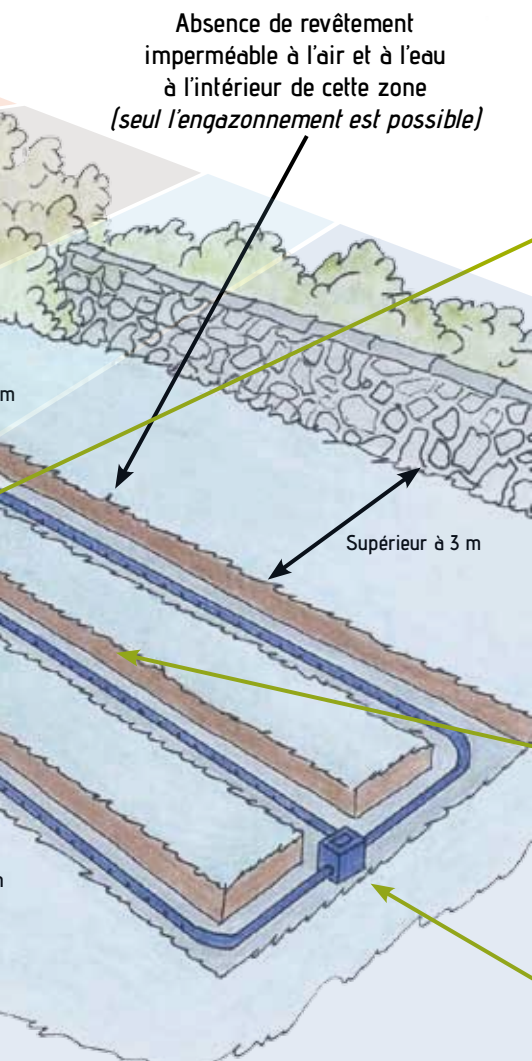
Supérieur à 5

Supérieur à 3 m

Supérieur à 35 m



*Et vous, avez-vous contrôlé votre installation ?
N'y-a-t-il pas de risques sanitaires pour votre famille ?
L'entretien courant et la vidange périodique ont-ils été faits ?*



Absence de revêtement
imperméable à l'air et à l'eau
à l'intérieur de cette zone
(seul l'engazonnement est possible)

Regard
répartiteur

Les eaux pluviales ne doivent
pas être déversées dans votre
installation d'assainissement.

Champs d'épandage
infiltration

Regard de
bouclage

Comment bien choisir mon ANC ?

L'avis de votre SPANC est obligatoire pour tout nouveau projet.

- Faire réaliser une étude de sol.
- Etudier l'adaptation à la capacité d'accueil maximale de l'habitation et au site (zonage, servitudes, surface disponible...).
- Utiliser le sol en place si les conditions le permettent.
- Constituer un filtre si le sol n'est pas adapté.
- Adopter une solution compacte (dispositif agréé) le cas échéant.
- Et pourquoi pas l'option toilettes sèches ?

Le SPANC vous conseillera, renseignez-vous auprès de votre commune !

Comment prendre soin de mon installation ?

- **Faire vidanger** ma fosse **par un professionnel agréé**, fréquence à déterminer avec l'aide du SPANC (4 à 6 ans environ) **Bien conserver le certificat de vidange pour le SPANC.**
- **Surveiller** les différentes parties de mon installation : bac à graisse, regards...
- **Ne pas rouler ou stocker** des charges lourdes sur l'installation.

Eco-gestes

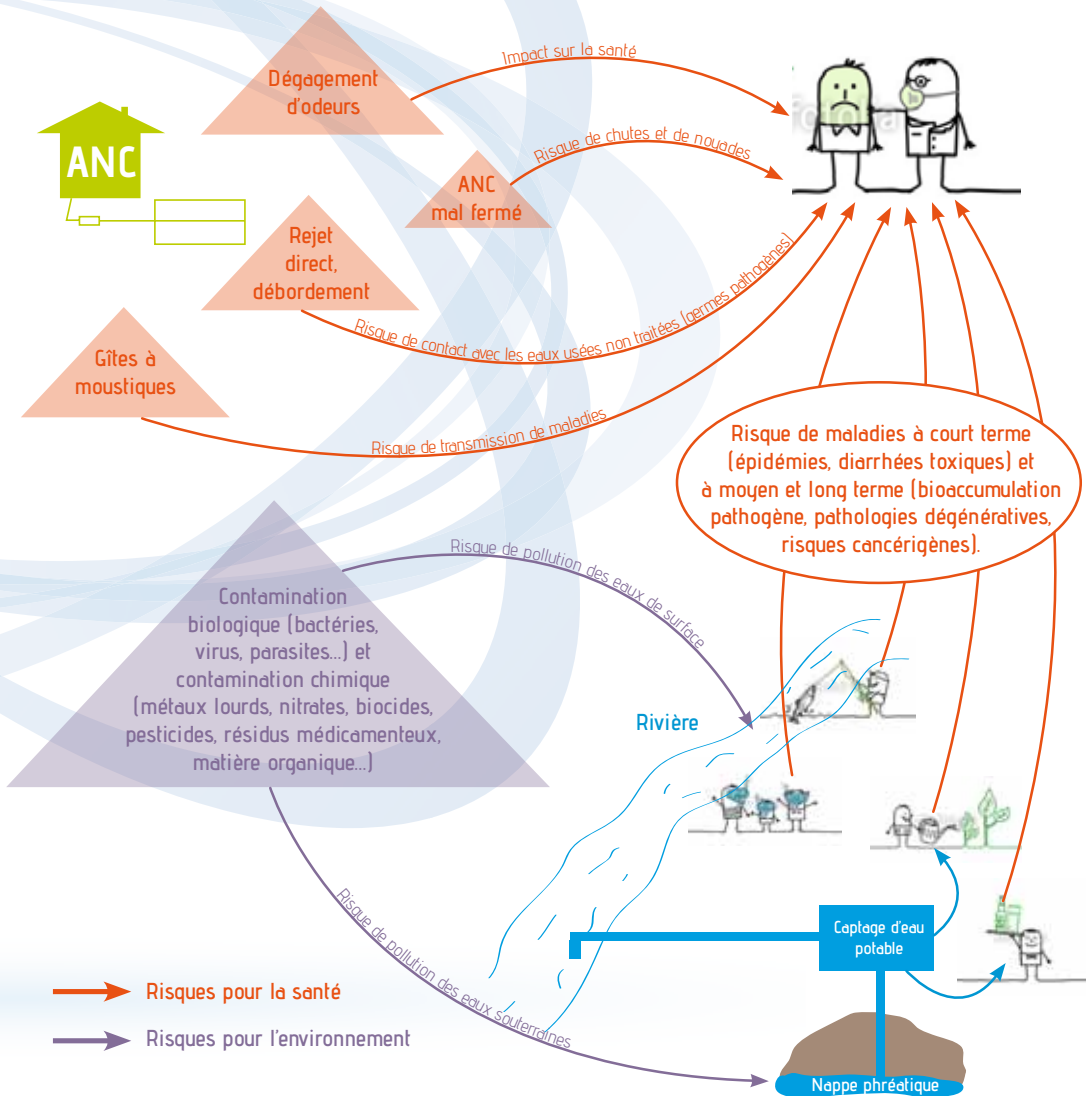


- Economiser l'eau !
- Eviter le déversement de tout produit toxique ou dangereux (white spirit, peinture, acide, pesticide...), les ramener en déchèterie.
- Ne pas jeter les médicaments dans les eaux usées. Ramener vos médicaments périmés ou non utilisés avec leurs emballages même vides, non rincés, à la pharmacie.
- Privilégier les cosmétiques et produits d'hygiène les plus simples et naturels, être attentif aux quantités utilisées.
- Utiliser des produits ménagers de manière respectueuse pour l'environnement, respecter les quantités préconisées. La Javel n'est tolérée qu'en petite quantité.
- Stocker les graisses et huiles et les ramener en déchèterie.

Un ANC qui fonctionne bien, ne nécessite pas l'utilisation de produits spécifiques pour son entretien !

Les risques sanitaires et environnementaux des ANC

Une installation d'ANC défectueuse ou mal entretenue peut présenter des risques pour votre santé qu'ils soient directs (contaminations virales, bactériennes et parasitaires suite à un contact avec des eaux polluées, risque de noyade, développement de gîtes à moustiques vecteur de maladies...) ou indirects (contamination de l'eau potable ou des eaux de baignade, bioaccumulation, risques cancérogènes...). L'ANC peut également présenter des risques pour l'environnement (contamination des sols et des nappes phréatiques, eutrophisation des cours d'eau, impacts sur la flore et la faune...).



Qui peut m'informer ?

Vous pouvez vous adresser au SPANC de votre territoire ou à votre Mairie qui vous orientera.

Vous pouvez aussi consulter sur Internet :

- Toutes les informations sur l'assainissement non collectif
www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr
- Le guide d'information sur les installations pour l'utilisateur :
http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/ANC_Guide-usagers_web_02-10-12_light.pdf
- Les arrêtés et le décret permis de construire sur le site
www.legifrance.gouv.fr
Arrêté du 7 mars 2012
Arrêté du 27 avril 2012
Décret n° 2012-274 du 28 février 2012 - Permis de construire



Ce guide a été réalisé par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Alpes de Provence dans le cadre des actions du Plan Régional Santé Environnement 2009-2014. Il s'intègre dans un projet global de sensibilisation du public qui est mené en partenariat et avec le soutien de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et avec la collaboration de ses partenaires techniques, le CoDES (Comité Départemental d'Éducation à la Santé) des Alpes de Haute-Provence et l'association GESPER (Gestion de Proximité de l'Environnement en Région).

CPIE Alpes de Provence Château de Drouille 04100 Manosque
contact@cpie04.com www.cpie04.com Tél : 04 92 87 58 81



ALPES DE PROVENCE

